

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18685 - 72ÈME ANNÉE

Forte abstention, première place de Jean-Luc Mélenchon soutenu par le PCR, Marine Le Pen en seconde position

Les Réunionnais enfin entendus ?



Quand ils se sont déplacés, les électeurs réunionnais ont voté en priorité pour des candidats qui remettent en cause le cadre actuel.

Près de 42 % des électeurs ont refusé d'aller voter au premier tour de l'élection présidentielle. Les suffrages exprimés ont vu Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen arriver en tête. Ce sont deux candidats qui disent vouloir remettre en cause le système. Ce scrutin confirme que les Réunionnais ne veulent plus de ce système. La percée de Jean-Luc Mélenchon est encourageante car il a fait campagne sur des thèmes du Parti communiste réunionnais. C'est un encouragement pour tous ceux qui œuvrent pour une alternative sociale au cadre actuel. C'est ce que fait le PCR en mettant en avant la responsabilité, pilier du nouveau cadre qui succèdera à celui que la population à une nouvelle fois rejeté.

Comme lors des départementales et des régionales en 2015, l'abstention est le premier enseignement du premier tour de l'élection présidentielle. Près de 42 % des électeurs ont refusé de participer au scrutin. C'est une manifestation d'une crise de confiance, car si ces abstentionnistes étaient persuadés que cette élection pouvait améliorer leur situation, nul doute qu'ils se seraient rendus aux urnes. Une étude de l'INSEE parue quelques jours avant le scrutin a voulu savoir qui sont ces personnes en étudiant les abstentionnistes de la présidentielle et des législatives de 2012. Cette étude constate que les personnes qui refusent d'aller voter sont plutôt des jeunes d'une part, et que d'autre part ce sont majoritairement des pauvres. Force est de constater que ce sont deux catégories qui sont particulièrement victimes du système actuel. Plus de la moitié des jeunes sont au chômage alors que près de la moitié de la population est rejetée dans la pauvreté depuis des décennies. La succession des élections n'a pas permis de voir des progrès pour eux, il n'est donc pas étonnant qu'ils considèrent que cela ne sert à rien d'aller voter.

Rejet du système plutôt que racisme

La principale nouvelle mise en évidence dans les médias est le score de Marine Le Pen à La Réunion. La candidate de l'extrême droite est en seconde position avec 23 % des suffrages. Plus de 82.000 Réunionnais ont voté pour elle, sont-ils pour autant 82.000 militants d'extrême droite, racistes et xénophobes ?

Tout d'abord, il faut noter que la plus grande partie de son score vient de communes dirigées par des maires de la plate-forme de la droite, en campagne officiellement pour François Fillon. De nombreux électeurs ont donc refusé de voter pour le candidat soutenu par le maire. Comme la plupart des Réunionnais, ils sont victimes de la crise du système. Ils ont décidé de montrer leur rejet en glissant dans

l'urne un bulletin Le Pen.

Succès des thèses du PCR

Le fait concret le plus notable est la percée de Jean-Luc Mélenchon. Elle procède elle aussi d'un rejet du système mais le soutien du Parti communiste réunionnais à cette candidature lui donne un contenu. Jean-Luc Mélenchon ne cache pas que Paul Vergès l'a beaucoup inspiré, en particulier dans ces propositions dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Sur le terrain, les communistes n'ont pas ménagé leur peine pour que leur candidat puisse avoir le meilleur score possible à La Réunion. Ce scrutin a donc rappelé l'implantation des thèses du PCR dans la population. Et contrairement aux dires de certains commentateurs, l'influence du PCR ne se limite pas à une seule commune mais se diffuse dans toute La Réunion. Le PCR est en effet le seul parti ayant des responsabilités électives à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon quand d'autres avaient fait un choix différent ou refusé d'en faire un.

Les résultats obtenus dans les communes qu'il a dirigées comme Saint-Paul, Le Port et La Possession sont révélateurs, le PCR a apporté une importante contribution au succès de Jean-Luc Mélenchon dans ces villes. La poussée de Jean-Luc Mélenchon à Saint-Denis souligne qu'il existe un électorat favorable à une alternative aux partis qui se succèdent à la tête de cette commune depuis que les communistes en ont été chassés par la dissolution de la municipalité en 1946.

Impact de l'anti-communisme

Jean-Luc Mélenchon a obtenu près de 25 % des voix à La Réunion, mais il aurait pu sans doute atteindre 40 % dans d'autres circonstances. La responsabilité de ceux qui ont œuvré pour affaiblir le Parti communiste réunionnais ces dernières

années ne doit pas être passée sous silence. En 2002, quand Jean-Marie Le Pen était qualifié pour le second tour de la présidentielle, il n'avait obtenu que 4 % à La Réunion alors que le candidat soutenu par le PCR avait atteint presque 40 %, bien au-delà des 16 % glanés par Lionel Jospin sur l'ensemble de la République. À cette époque, le PCR était un rempart qui empêchait une partie de l'électorat de glisser vers l'extrême droite. En 2017, ce rempart est beaucoup moins efficace compte-tenu des coups qui lui ont été portés d'où l'explication d'une partie du résultat du FN à La Réunion. Car les électeurs de Marine Le Pen ne sont pas des militants de l'extrême droite.

Pour la responsabilité

Le premier tour de l'élection présidentielle à La Réunion souligne l'importance du rejet du système actuel dans la population, manifesté par l'abstention et les votes pour Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. La première place de Jean-Luc Mélenchon est un encouragement pour tous ceux qui œuvrent pour une alternative sociale au cadre actuel. Il importe donc de renforcer la bataille pour donner un contenu progressiste à un autre système. C'est ce que fait le PCR en mettant en avant la responsabilité, pilier du nouveau cadre qui succèdera à celui que la population à une nouvelle fois rejeté.

M.M.

Edito

En Guyane, la lutte plus efficace que l'élection présidentielle

Pendant un mois, les Guyanais étaient en grève générale. Ce mouvement avait pour but d'obtenir des moyens supplémentaires. La mobilisation revendiquait aussi le droit à la santé, à la sécurité et au respect. La grève a bouleversé les agendas de ministres en quête d'un poste à la prochaine Assemblée nationale. Plus question pour Ericka Bareigts, ministre des Outre-mer, de faire campagne à Saint-Denis pour sauver sa place de députée tant que la Guyane était dans cette situation. L'envoi à Cayenne d'une délégation comprenant Ericka Bareigts n'avait rien réglé. Au retour de la délégation ministérielle, le gouvernement donnait une fin de non-recevoir aux revendications des Guyanais, limitant sa contribution à une aide d'urgence d'un milliard dont la ventilation était décidée en grande partie par Paris.

La tentative du gouvernement était un échec, car le mouvement s'est ensuite amplifié avec à la clé l'occupation du centre spatial de Kourou. Les Guyanais ont affiché une unité dépassant les clivages politiques et les différences de classe sociale. L'attitude de Paris a renforcé la conscience de la responsabilité, avec la demande d'un statut spécial pour la Guyane. Les Guyanais se sont aussi mis d'accord sur une plate-forme demandant une aide d'urgence supplémentaire de deux milliards d'euros. Au bout de la lutte, le gouvernement a cédé. À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, un accord reprenant ces revendications a été signé à la préfecture de Guyane. Les deux milliards ne seront pas inscrits dans le plan de convergence

comme le souhaitait Ericka Bareigts. Cette somme fera partie d'un plan additionnel qui devra être traité en priorité.

Tous ces acquis ont été obtenus grâce à la lutte. Le lendemain, l'élection présidentielle a fait un flop en Guyane avec 65 % d'abstention. Pour les Guyanais l'essentiel était fait, car il y a fort à parier que s'ils étaient restés tranquillement chez eux puis seraient allés voter en masse, ils n'auraient jamais obtenu toutes les avancées gagnées grâce à la mobilisation dans l'unité, en parlant d'une seule voix. De plus, les votants ont choisi de placer en tête Jean-Luc Mélenchon et

Marine Le Pen, ce qui signifie que les partis qui gouvernent en France n'ont tiré aucun bénéfice électoral de la fin du conflit en Guyane.

En Guyane, le peuple a fait le choix de l'action. Il a su être solidaire malgré l'intransigeance du gouvernement qui a causé le blocage du pays. En agissant de la sorte et en obtenant de telles avancées, les Guyanais ont montré que la lutte était plus efficace que les élections pour faire avancer leur cause. C'est la nouvelle illustration d'un système bloqué. L'intégration dans la France n'arrive plus à régler les problèmes, et amène les citoyens à ne plus penser que les élections peuvent améliorer leur situation.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Plus de 24 % des suffrages**Jean-Luc Mélenchon arrive en tête dans les départements d'outre-mer**

Dimanche dernier, La Réunion était en phase avec l'orientation générale du scrutin dans les départements d'outre-mer. C'est en effet Jean-Luc Mélenchon qui est arrivé en tête des résultats agrégeant La Réunion, Mayotte, la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique.

La Réunion a apporté plus de la moitié des suffrages exprimés dans les 5 départements d'outre-mer, 350.000 sur 632.000. Cela a atténué globalement un taux de participation très faible. En effet, La Réunion a été la seule collectivité où les votants ont été plus nombreux que les abstentionnistes. Ailleurs, le taux d'abstention est compris entre 65 % en Guyane et 54 % à Mayotte. En Martinique et en Guadeloupe, seulement 40 % des électeurs se sont déplacés.

Les suffrages exprimés placent Jean-Luc Mélenchon en première position avec 24 % des voix. Il devance de deux points Emmanuel Macron (22%) et de 4 points Marine Le Pen (19,8 %). François Fillon suit avec 17,4 % devant Benoît Hamon à 8,2 %.

Sur les 5 départements d'outre-mer, Jean-Luc Mélenchon est en tête dans trois d'entre eux, Emmanuel Macron remporte la Guadeloupe et François Fillon est premier à Mayotte.

Comme à La Réunion, les représentants des partis au pouvoir depuis des décennies en France ont donc été sanctionnés par les électeurs des départements d'outre-mer. À cela s'ajoute un fort taux d'abstention qui confirme le rejet de ces élections par la majorité des inscrits sur les listes électorales.

| | | |
|----------------------|---------|----------|
| Inscrits | Votants | |
| 1441718 | 693637 | |
| Participation | Nuls | Exprimés |
| 48,11% | 61198 | 632439 |

| | Voix | % |
|------------------|---------------|--------------|
| Mélenchon | 152525 | 24,1% |
| Macron | 139664 | 22,1% |
| Le Pen | 125048 | 19,8% |
| Fillon | 110135 | 17,4% |
| Hamon | 51715 | 8,2% |
| Dupont-Aignan | 16011 | 2,5% |
| Poutou | 11949 | 1,9% |
| Asselineau | 9648 | 1,5% |
| Arthaud | 10226 | 1,6% |
| Lasalle | 3932 | 0,6% |
| Cheminade | 1907 | 0,3% |

In kozman pou la rout

« Kan lo dan i bataye avèk la lang, la pa bon pou la manjaye » : in kozman pou la rout

Konbien foi dann in vi in moun i mord son lang ? Biensir sa in n'afèr demoun i kont pa, mé sak lé sir, sé kan sa i ariv aou, i fé mal é pa pou fé sanblan. Sirtou ké ou i anvoye pa l'afèr ti dousman, ou i mord a mor konm si ou l'aprè kronm in kékshoz. Bon ! Mi pans mi rapèl azot inn dé souvniir kuizan mé sa i fé pa in provèrb par li mèm é moin lé sir in pé lé paré pou domann amoin ousa i lé lo moralité la dan. Si na poinn moralité, poinn provèrb, zis in kozman la boush rouvèr. Poitan si ! Nèna in moralité pou vrèman ! La moralité sé ké dann lo ka nou la vi, lé shoz lé pa korèk pars konm i di souvan nana in kontrayété dann sak ou l'aprè fé. Donk in bataye lo dan avèk la lang sé konm k' i diré kékshoz tourn pa ron. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Journée mondiale le 25 avril

Contre le paludisme : l'OMS donne une impulsion à la prévention

Lors d'une manifestation organisée à Nairobi à la veille de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé aujourd'hui à l'accélération des efforts visant à prévenir le paludisme et à sauver des vies.

En Afrique subsaharienne, région qui supporte 90 % de la charge mondiale du paludisme, plus de 663 millions de cas ont été évités depuis 2001. Les moustiquaires imprégnées d'insecticide ont eu le plus fort impact, représentant, selon les estimations, 69 % des cas évités grâce aux moyens de lutte.

Avec le diagnostic et le traitement, l'OMS recommande un ensemble d'approches de prévention qui ont fait leurs preuves, notamment l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide, la pulvérisation d'insecticide à l'intérieur des habitations et les traitements préventifs pour les groupes les plus vulnérables, à savoir les femmes enceintes, les enfants de moins de cinq ans et les nourrissons.

« Les outils recommandés par l'OMS ont permis de faire des progrès mesurables dans la lutte contre le paludisme », a déclaré le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS. « Nous devons toutefois donner une plus forte impulsion à la prévention, en particulier en Afrique, le continent qui supporte la charge la plus élevée de la maladie. »

Rapport de l'OMS

Le dernier rapport de l'OMS met en lumière les principales lacunes en matière de couverture par la prévention, en particulier en Afrique subsaharienne. On estime qu'en 2015, 43 % des personnes exposées au risque dans la région n'étaient pas protégées par les moustiquaires

ou les pulvérisations d'insecticide à l'intérieur des habitations. Environ 69 % des femmes enceintes dans 20 pays africains n'avaient pas accès aux trois doses au moins recommandées par l'OMS pour le traitement préventif.

Si certaines approches de prévention ciblées ont été adoptées par des pays en tant que politique, leur mise en œuvre effective a été lente. Par exemple, seule la Sierra Leone met en œuvre actuellement le traitement préventif pour les nourrissons, lequel est non seulement sûr et rentable, mais aussi accepté par les agents de santé et les communautés.

Dans la région du Sahel, où la plupart des cas de paludisme et de décès dus à la maladie chez les enfants surviennent pendant la saison des pluies, l'OMS recommande la chimioprévention du paludisme saisonnier, un traitement préventif qui a donné la preuve de son efficacité en permettant de réduire d'environ 75 % les nouveaux cas de paludisme sévère chez le jeune enfant. En 2015, 10 pays (Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Tchad et Togo) ont adopté la chimioprévention du paludisme saisonnier et ont commencé à la mettre en œuvre.

Progrès accomplis

Selon le Rapport sur le paludisme dans le monde de 2016, le nombre de cas de paludisme a baissé de 21 % à l'échelle mondiale entre 2010

et 2015 et celui des décès de 29 % sur la même période de cinq ans. En Afrique subsaharienne, l'incidence du paludisme et le taux de mortalité ont baissé de 21 % et de 31 %, respectivement.

D'autres régions ont beaucoup progressé en matière de lutte contre le paludisme, toutefois la maladie demeure une grave menace pour la santé publique. En 2015, le paludisme était responsable de 429 000 décès dans le monde et on dénombrait 212 millions de nouveaux cas. Un enfant mourait du paludisme toute les deux minutes.

« Tout décès imputable au paludisme, maladie qu'il est possible d'éviter ou de traiter, est simplement inacceptable », a indiqué le Dr Pedro Alonso, Directeur du Programme mondial de lutte antipaludique à l'OMS. « Aujourd'hui, nous invitons instamment les pays et les partenaires à accélérer le rythme de l'action, en particulier dans les pays à revenu faible où la charge du paludisme est élevée. »

Quatre-vingt-onze pays ont signalé une transmission en cours du paludisme en 2015, et l'ensemble de ces pays s'efforcent de réduire la charge de la maladie moyennant la mise en place et l'utilisation des outils de prévention, de diagnostic et de traitement recommandés par l'OMS.

Oté

Mi pans pa lo péi i sar sort dann zéléksyon la, astiké konm in pyès l'arzan nèv

Astèr ni koné kisa i lé lo dé kandida lé kanifyé dann lo l'ésprint final pou gingn la plas prézidan La Républik. Konm in pé i di lo dé sé dé kandida antisistèm. Anti sistèm ? Kosa k'sa i vé dir ? Sa i vé dir, paré-t-il, zot lé pa dann la gosh, zot lé pa dann la droite. I paré galman zot la pa égzèrs lo pouvoir konm parti sosyalis épi l'UMP, inn apré l'ot é l'ot apré inn.

Kan i di amoin ou lé pa dann lo sistèm, mi pans ou lé pa dann sistème kapitalis épi dann sistèm néàkolonyal. Alé oir, Inn lété i travaye dann la bank é i paré li la bien gonf son posh an milyon siouplé. Aprés, li la rant dann la politik avèk parti sosyalis é mèm, momandoné li lété minis in gouvèrnman alé oir l'avé in prézidan l'avé, paré-t-il déklar la guèr la finans ! In guèr la finans la gagné san tro forsé.

L'ot lé avoka é d'apré èl, èl sré pa dann lo sistèm nonpli, mé la famiy lé kapitalis, vi ké zot lé propriyètèr lo bann l'izine Lafarge. Li lé pa dann lo sistèm, mé an kalité d'avoka li la ède in bonpé bann gro kolon roganiz la fuite l'arzan dann péi étranj. Li lé pa dann lo sistèm, mé la zistis l'apré rode ali pou inn dé trikmardaz avèk l'arzan lo l'asanblé éropéène.

Donk si mi tronp pa zot lé antisistèm, mé zot lé bien dann sistèm l'arzan. Alor, asé fé prann anou po d'shanm pou pla kouvèr.

Inn dé dé va gagné, sa lé sir. I vo myé pa sé sak lé alyansé avèk tout bann parti l'éstrèm droit. I vo myé pa sak la érite lo parti l'éstrème droite i gagn pars nout tout i koné son l'idéoloji i rapèl mové souvnir... Nout port parol la bien di i fo pa ni fé lo li l'éstrème droit donk nou la bien konpri i fo pa in sèl voi i pèrd dsi Marine Lepen.

Mé apré dézyèm tour, La Frans nora in prézidan é nou osi par la mèm okazyon, mé mi doi dir azot mon bann dalon : mi pans pa lo péi i sa sort ladan astiké konm in pyès l'arzan nèv.

Justin